

Les subsides

M. MacKay: Monsieur le président, je ne voudrais pas prendre trop du temps de la Chambre, car je vois que mes collègues d'en face ont des questions à poser ou des observations à faire, mais je tiens à répondre brièvement au député qui a parlé en premier pour l'assurer que je serai sous peu en mesure de répondre à certaines des questions qu'il a soulevées.

Je tiens à dire au député de Cap Breton-The Sydneys que j'ai vivement apprécié la sincérité et l'éloquence dont il a fait montre ce soir en parlant au nom des gens de sa région. Je lui ferai toutefois remarquer que même s'il convient de soulever ici de telles questions, il devrait se montrer moins pressé de dire que le gouvernement n'a pas pris d'engagements envers la Nouvelle-Écosse, qu'il ne s'est pas intéressé au développement régional, notamment aux projets dont il a parlé. Je tiens à lui signaler, au cas où il ne le saurait pas, qu'au moment où mes collègues et moi-même nous sommes rendus dans différentes provinces pour voir quelles étaient leurs priorités effectives, nous avons dit, en Nouvelle-Écosse, que nous nous engageons à protéger le bien-être économique de l'île du Cap-Breton, y compris l'avenir de Devco et de Sysco. J'étais heureux de pouvoir le redire en comité.

● (2050)

Toutefois, je tiens à rappeler au député que si j'ai des marottes—je présume que je n'en ai pas qu'une—je n'aime pas promettre la lune. Je préfère promettre quelque chose que je pourrai réaliser rapidement. Sans vouloir être désobligeant, je tiens à lui rappeler que même s'il n'était pas ici il aurait été possible de réaliser bien plus de choses en dix ans. Ainsi, lors de notre arrivée au pouvoir nous avons trouvé, avec le recul que l'ancien gouvernement aurait peut-être pu prendre des mesures concrètes en plus de celles qu'il aurait prises. On peut dire, pour la défense du gouvernement, que sa promesse et sa détermination de s'attaquer à ces problèmes ne sont pas ce que les députés attendaient.

Cela fait seulement un mois que le Parlement siège. Je pense que nous avons commencé à nous attaquer à ces problèmes même si c'est encore bien peu de choses. Nous avons pris des mesures concrètes pour la première phase du chantier naval de Halifax. J'espère que nous pourrions faire prochainement une autre déclaration à cet égard. Il est vrai que la somme de 7.2 milliards de dollars ne représente pas grand-chose mais c'est mais c'est toujours autant et cela s'est révélé précieux. J'espère très sincèrement que le moment viendra où nous aurons plus d'argent à y consacrer.

Quant au programme destiné à aider la société Devco, secourue également par la Nouvelle-Écosse, j'ai dit hier soir à mon collègue de cette province, qu'il ne faut pas critiquer le fait que la province et le MEER collaborent. Nous avons pris des dispositions lui demandant d'accomplir certaines choses. Nous les rembourserons. Personne n'est plus impatient que moi de voir ces projets aboutir. En ce qui me concerne, nous avons toujours devant nous un échéancier raisonnable. Si nous prenons du retard par rapport à l'échéancier, je serai le premier à le reconnaître. Je vais continuer d'insister sur ces projets. J'apprécie l'appui des députés d'en face.

Je tiens à préciser que je vais essayer de ne pas faire de déclarations inutiles avant d'être en mesure d'annoncer des mesures concrètes. Je voudrais avertir ces députés de ne pas juger avec trop de sévérité ce qui s'est fait dans le passé. Après tout, il n'y a pas si longtemps, ils auraient pu faire quelque

chose. Une partie des problèmes avec lesquels nous sommes actuellement aux prises nous ont été légués. Je ne veux pas m'étendre là-dessus et me montrer trop négatif, mais je pense que les faits parlent d'eux-mêmes.

M. Hogan: Monsieur le président, soit dit en passant, je ne puis qu'être d'accord avec le ministre, particulièrement en ce qui a trait à la collaboration. Je voudrais féliciter le nouveau député de Cape Breton-The Sydneys. C'est la première fois que je l'entends parler. Quelle sincérité et quelle éloquence! Je suis convaincu qu'il est suffisamment endurci pour encaisser une légère rebuffade de la part du ministre. Je pense pour ma part que le ministre avait entièrement raison quand il a parlé de l'attitude de l'ancien gouvernement en ce qui concerne l'usine sidérurgique de Sydney. Les libéraux n'ont pratiquement rien fait. Le gouvernement actuel a hérité d'un désastre.

Pour être juste envers les libéraux, il convient d'ajouter qu'ils ont fait beaucoup pour l'industrie du charbon du Cap Breton. Il ne faut pas l'oublier. Toutefois, il faut appeler un chat un chat et il n'y a pas lieu de critiquer le gouvernement actuel au sujet de l'usine sidérurgique de Sydney.

M. MacKay: Pas encore!

M. Hogan: C'est exact. Mais il y a beaucoup de raisons de critiquer ses attermolements au sujet de la mine de Donkin. Mais les torts ne sont pas entièrement de son côté. Le gouvernement précédent avait terminé son étude de faisabilité le 8 mars. Les élections ont eu lieu le 22 mai. Nous pouvons nous compter diablement chanceux d'avoir obtenu les installations de forage en août. C'est entre le 8 mars et le 22 mai qu'on aurait dû confirmer l'arrivée de ces installations nécessaires pour évaluer la richesse du gisement de la mine Donkin.

Cela dit, et comme l'ont fait remarquer le député de Cape Breton-The Sydneys et le député de Shefford, quand on habite une région où le chômage est d'au moins 20 p. 100, on ne peut se permettre de jouer au sectaire. La population élit un député pour qu'il essaie de redresser la situation. Il doit collaborer avec le gouvernement et suggérer des remèdes.

J'en reviens à ce que j'ai dit hier soir et répété aujourd'hui aux réunions à propos du MEER: tout le monde sait qu'il n'y a pas de solution simple. L'argent seul ne suffit pas.

Quant aux dépenses gouvernementales et aux compressions budgétaires qu'on songe à y effectuer, c'est un sujet sur lequel j'espère pouvoir revenir si j'en ai l'occasion pendant le débat sur le budget, car le président du Conseil du Trésor a dit beaucoup d'absurdités à ce sujet. Il n'en reste pas moins qu'il y a eu beaucoup de gaspillage. Et on aura fait œuvre utile si on réussit à supprimer ou à réduire le gaspillage et l'improductivité.

Mais quand on parle de coupures généralisées à un moment où l'on est forcé, selon le parti au pouvoir, de suivre la politique de resserrement du crédit des États-Unis, et quand on dit en même temps, si j'ai bien compris aujourd'hui le député d'Edmonton-Est et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, que la situation économique nous force à hausser plus rapidement les prix, on n'a plus qu'à attendre de voir éventuellement poindre la catastrophe. Elle se produira si le budget ne prévoit pas quelques mesures qui fassent tampon. Si on réduit trop les dépenses pour réduire le déficit, et si on laisse grimper les taux d'intérêt pour freiner la consommation et encourager les investissements, la hausse des prix du pétrole accentuera l'inflation et fera monter les coûts de fabrication,